

REBELLION

PARAIT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

ABONNEMENTS :
 Etranger : 6 mois 3 belgas
 1 an 6 belgas
 Belgique : 6 mois 13 fr.
 1 an 25 fr.

Tous les versements doivent être effectués au compte chèq. post. 175.360, de Léo CAMPION, Bruxelles.

CORRESPONDANCES :

33, rue Ernest Allard, Bruxelles. (Belgique)
 La rédaction reçoit sur rendez-vous.

Le Stalinisme contre le Socialisme

Le Stalinisme n'est ni une tendance, ni une étape du socialisme
 Le Stalinisme est la forme la plus parfaite du fascisme

On tue beaucoup en Staline. Chaque semaine amène sa nouvelle charrette de suppliciés.

Ça commença par le gratin des chefs politiques et ça continua par des diplomates et des chefs de police. Tout dernièrement, ce fut une brochette de 8 maréchaux et généraux qui, aidés chacun d'une balle dans la nuque, passèrent l'arme à gauche dans les caves du guépéou.

Et ça continue, avec, en intermède, les ordinaires saboteurs, prévaricateurs et concussionnaires, tous recrutés parmi l'élite dirigeante de cet étrange régime.

De sorte qu'un dilemme élémentaire se pose inévitablement.

Ou bien tous ces accusés furent coupables, et alors la caste dirigeante russe est un pourrissoir innommable.

Ou bien, ces accusés n'étaient pas coupables, et alors la férocité inhumaine de ce régime est tout aussi innommable.

Si bien qu'on ne sait vraiment ce qu'il faudrait espérer.

Mais il est évident que tous ces suppliciés n'ont aucunement ni vendu leur pays, ni trahi et que la seule raison de leur assassinat fut d'être devenu « douteux » au regard de l'orthodoxie stalinienne.

C'est la logique dictatoriale poussée à l'absolu. Tu n'es pas totalement avec moi, donc tu es contre moi, donc je te supprime à jamais.

Le plus tragique de l'histoire, c'est que dans un tel climat, les complots, les conspirations de palais et les hautes trahisons deviendront inévitablement des réalités. Entre Staline et tous les autres, une opposition ne peut plus se résoudre que par le meurtre plus ou moins légalisé.

Ainsi la tragédie russe entre dans sa phase finale classique et traditionnelle. Elle nous ramène aux temps d'Yvan le Terrible et de Pierre le Grand, au temps où un tsar sur deux ne mourait pas de façon naturelle.

Tout cela nous promet encore beaucoup d'horreurs qu'il n'est, malheureusement, pas en notre pouvoir d'empêcher.

Nitchevo ! Parlons plutôt de ce qui nous concerne d'avantage, à savoir : l'action du Stalinisme hors de Russie ; sa signification politique, sociale et morale dans le monde.

des écoliers de 9 ans signèrent ! ? des adresses demandant la mort pour « ces chiens de Trotskystes-fascistes ». Que le jour même où les 8 généraux furent décrétés d'accusation, des académies de savants et d'artistes, matériellement incapables de s'être fait une opinion, demandèrent « l'exécution des espions » et exigèrent : « de les livrer à une mort infamante ».

Qu'après l'exécution, on publia des déclarations d'une veuve d'un des condamnés, par laquelle elle « renie et maudit son défunt mari, traître à la patrie ».

Comment serait-il possible qu'un gouvernement, qui renie si totalement le socialisme à l'intérieur, puisse servir le socialisme à l'extérieur ?

Comment ce mépris du matériel humain russe ne correspondrait-il pas à un mépris tout aussi profond pour le matériel humain international ?

C'est bien ce qui est arrivé depuis longtemps.

Sur l'échiquier politique mondial et dans le jeu tragique des impérialismes, l'Etat russe joue sa partie comme tous les autres et se trouve engagé à fond dans les manœuvres, les alliances et les « combinaciones ». La révolution mondiale est loin, et plus loin encore la transformation de la guerre impérialiste en guerre sociale.

Comprendre et déclarer que l'Etat russe place ses suprêmes espoirs dans la guerre.

Les partis staliniens n'ont plus qu'une consigne : l'Unité à droite, l'union sacrée en vue de la prochaine. A cet égard, les manœuvres se précipitent.

Le gouvernement de front populaire français est élargi à droite avec l'appui chaleureux des Staliniens.

Tout est mis en œuvre pour hâter la fusion de la II^e et de la III^e Internationale.

En même temps, on s'occupe activement des plus dangereux ennemis de ces beaux projets ; les irréductibles, ceux qui restent fidèles à la grande idée socialiste, les anarchistes et les marxistes révolutionnaires.

En Russie, il y a un beau temps qu'ils sont liquidés. En Espagne, on les assine en gros et en détail. En France, on crie : « la police avec nous » et on les assomme à l'occasion. Partout, on les menace en espérant passer aux actes.

Telle est, résumé et l'action du Stalinisme.

Ce sont des vérités toutes les condes en face et en dos.

L'heure n'est pas à la timidité de pensée et d'action.

Nous disons donc que le Stalinisme, malgré l'incore à s'affubler, dont il parvient à une forme de fascisme de l'espèce stalinien.

Que pour le prolétariat pseudo-démocratique des Etats capitalistes Moscou est un tigre, le fascisme aux fausses couleurs d'acier.

Ces conceptions doivent non seulement être gardées, mais aussi être propagées, dès à présent, dans les attitudes.

En ce qui concerne les fronts uniques, les comités et autres pièges inventés, par les manœuvres, pour mener leur jeu.

Comprendre et déclarer que l'Etat russe place ses suprêmes espoirs dans la guerre.

Ce sont-là des caractères dont il faut se garder comme de la peste.

Sans doute, entre les mythes et les politiques totalitaires et barbares qui, de divers côtés, menacent de submerger le monde, la place du socialisme véritable devient de plus en plus restreinte et de plus en plus menacée.

Devant ces nuées d'ennemis différemment masqués, on peut prévoir que les défenseurs fidèles du socialisme devront bientôt former les derniers carrés.

Peut-être ne représenteront-ils plus que la conscience du monde, que le monde aura perdu, peut-être ne pourront-ils sauver que l'honneur du socialisme ?

Mais s'ils ne savent que cela, ils sauveront du même coup les possibilités d'avenir. Ils auront transmis l'idée et l'espoir à ceux qui viendront parmi les ruines, sous lesquelles se seront ensevelies, les furies fascistes.

ERNESTAN.

L'ère du militarisme

A qui nie que le militarisme menace de conquérir le pouvoir dans l'Europe entière, il faut conseiller de dénombrer les Etats où fonctionne un gouvernement politico-militaire, les Etats où l'élément militaire pèse de plus en plus sur leurs destinées et les Etats où le militarisme demeure squelettique. Exercice discriminant assez facile, qui produit un tableau aux couleurs bien sombres, bien inquiétantes — sauf pour les Candides, lesquels assurent sans doute l'équilibre mental du monde !

A comprendre, bien entendu, dans la nomenclature des Etats à peu près soumis au militarisme, les pays où la dictature, par sa nature même, selon une sorte de loi historique, glisse vers le militarisme pour étouffer dans ses bras. Au reste, en ces pays, règne un pouvoir qui offre l'image la meilleure de l'esprit militariste. Car, rappelons-le, si le militarisme entend obtenir la prépondérance dans la nation, il se caractérise essentiellement par un autoritarisme extrême.

Par ailleurs, si, en beaucoup de pays, le militarisme ne commande pas en maître, du moins exerce-t-il, sur l'autorité civile, une pression fort considérable, sinon décisive.

A quelles causes attribuer l'emprise croissante du militarisme ? A noter principalement les rudes secousses économiques et morales de la guerre de 1914-1918 (morale : une collectivité ne se livre pas, durant quatre années, au meurtre et à la haine) ; les conséquences économiques et politiques du stupide Traité de Versailles et annexes ; les crises et les réactions de défense du capitalisme ; la langue morte de la S.D.N. qui, le 19^{er} septembre 1919, tenaient en core qu'il fut le syndicat des capitalistes vainqueurs et bien nantis ; le réarmement des uns, le surarmement des autres, la course de tous aux armements.

Il résulte de ces faits que la plupart des nations européennes ressentent un fort sentiment d'insécurité, ici né spontanément, là créé à la suite de manœuvres suspectes ou imbéciles. Et, comme toujours en semblables circonstances, les peuples, qui ne retiennent jamais rien de l'histoire, se tournent vers les militaires et leur donnent pour ainsi dire carte blanche. Autrement dit, les budgets militaires, la durée de l'incorporation militaire, le nombre de miliciens et de militaires professionnels, augmentent en de fortes proportions.

Bonne affaire pour le militarisme ? Certes, oui, mais il reçoit beaucoup plus et beaucoup mieux. Aucun système social ne s'établit ou ne se développe sans une conjonction heureuse de forces diverses. Il n'y a pas que le sentiment d'insécurité qui pousse les nations à confier (ô bêtise infinie !) la défense de leurs biens spirituels et matériels aux

machines de mort et aux guerriers. Ces derniers bénéficient également du succès de l'idéologie autoritaire, fasciste ou bolchéviste, que les masses adoptent, presque toujours instinctivement, par haine du désordre moral et économique, par goût pour les hommes-providence et par amour pour les chefs-sorciers.

Or, le militarisme ne possède-t-il pas le plus perfectionné, le plus efficace et le plus expéditif des instruments autoritaires ? Et qui ne voit que le système militaire, aux formes multiples, recueille le plus de suffrages dans les pays où l'autoritarisme prend le plus ses aises ?

Autre facteur facilitant l'accession du militarisme au pouvoir, du moins en Europe. Par suite de l'importance formidable des moyens de massacre, la technique de la défense nationale guerrière devient de plus en plus complexe, difficile et exigeante. Et, en conséquence, le rôle imparté à l'élément militaire tend de plus en plus, irrésistiblement, à devenir TOTALITAIRE.

A chaque période de l'histoire, la valeur numérique du système guerrier correspond à l'efficacité des moyens de destruction. Après le temps des mousquets et des petites armées de mercenaires, celui des canons chargés par la bouche et des grandes armées napoléoniennes. Après le temps des canons à tir rapide, des mitrailleuses et des armées gigantesques de 1914, voici celui des avions de bombardement, des bombes de mille kilogs, des gaz de combat et aussi de la subordination complète de toutes les forces de la nation à sa défense militaire. Les uns après les autres, les nations se plient à la militarisation intégrale (éducation-régimentation de la jeunesse sociale, puis la mobilisation civile, équipement de l'industrie pour répondre éventuellement aux nécessités guerrières).

A ne pas négliger non plus, comme condition favorable à l'action tentaculaire du militarisme, l'abandon, par les mouvements socialiste et communiste, de la lutte contre les menées directes ou obliques du militarisme. Démission provoquée chez les uns, par un conformisme émollient ; chez les autres, par un opportunisme de commande. Sans compter que tous pratiquent un antifascisme absurde dont conservateurs et réactionnaires tirent argument pour justifier la course aux armements et une politique pro-militariste. Car combattre le fascisme extérieur en réclamant des mesures pour accroître les forces militaires de la nation, c'est donner des armes au fascisme intérieur. Renforcer le système militaire, augmenter la puissance de l'armée, c'est toujours le socialisme qui en souffre, tôt ou tard. L'histoire ne le prouve-t-elle pas ?

Nos prévisions ? Assez pessimistes. A moins de vastes bouleversements sociaux selon la ligne du socialisme véritable, les militaristes connaîtront, en ce siècle, le triomphe absolu, au moins en Europe. Triomphe assurément redoutable, pour le socialisme et pour la paix.

Il réduirait à peu de chose, évidemment, les possibilités, déjà bien minimes, dont nous usons pour aider à l'épanouissement des réelles valeurs humaines. Il aggraverait aussi les risques de guerre. La déformation professionnelle se révèle intense chez les hommes de guerre. Ils transposent volontiers les règles de la stratégie militaire sur le plan de la politique étrangère. Les mémoires des grands chefs de la « dernière », nous édifiant à cet égard. Que deviendrait l'Europe si, par exemple, une sorte de Napoléon dirigeait chaque grand Etat du continent ?

Le mal connu, il reste à en trouver l'antidote. Il existe. Notamment, un antimilitarisme vigoureux, un pacifisme radical, servis par de fortes organisations prêtes à tous les sacrifices. Mais ne suffit-il pas de nommer le remède et de définir la manière de l'appliquer pour percevoir immédiatement que les militaristes ne cesseront pas de sitôt de nourrir un bel optimisme ?

Tout ce qui pourrait vraiment compter dans la marche des événements contribue à engraisser la bête, le militarisme. Au lieu de l'affamer. Et demander aux mouvements socialiste et communiste de se corriger, autant prêcher dans le désert.

Il vaut peut-être mieux prêcher dans le désert.

Georges RAMEN.

Confiance mal placée...



- Comment se peut-il qu'il n'y ait autour de moi, après 20 ans d'épuration socialiste, qu'escrocs, vendeurs et contre-révolutionnaires ? !..

Lettre de Paris

Le veau d'or et le mur d'argent (Histoire d'une crise)

Dans une précédente lettre, parvenue trop tard à « Rebellion », je saluais avec enthousiasme le premier anniversaire du gouvernement de Front Populaire. En réalité, mon enthousiasme était mitigé d'une pointe de scepticisme, juste assez pour parer à toute déception au jour fatal du règlement des comptes.

Hélas ! Deux semaines ne se sont pas écoulées depuis ce beau dimanche où M. Léon Blum et ses principaux collaborateurs se répandaient dans les campagnes pour y recevoir les vœux et compliments de tout un pays, qu'il nous faut déjà marquer la fin de l'expérience socialiste, génératrice de tant d'espoirs, de tant d'illusions...

« La France vient de traverser une des crises les plus graves du régime. Mais la volonté unanime de tous les chefs de partis a triomphé une fois de plus, des obstacles et a sauvé le système parlementaire et le libre jeu des institutions. »

C'est dans ce charabia approximatif que s'expriment les confrères dont le stylo est frappé d'incontinence dès qu'il travaille à l'ombre des hautes murailles du Palais-Bourbon.

Pour une fois, ces spécialistes de la chose publique n'ont pas tout à fait tort. Au moins pour la première partie de leur cliché.

Car on a beau se défendre de dramatiser, l'aventure du cabinet Blum n'est pas terminée avec la démission dudit cabinet. Et le jeu pourrait bien se poursuivre, pour une fois, en dehors des antichambres ministérielles.

Quand les séniles manœuvriers du Sénat eurent fait comprendre au président du Conseil qu'ils n'abandonneraient pas un pouce de leurs privilèges ; quand il fut bien entendu que les membres des 200 familles ne laisseraient pas rogner un milligramme de leurs jetons de présence, Léon Blum s'en fut, le cœur gros, tomber dans les bras de Paul Faure et de Vincent Auriol. Et là, il pleura.

En 1926, la même scène s'était déroulée dans des circonstances identiques. Alors le président du Conseil s'appela Edouard Herriot. Lui aussi versait des larmes amères après s'être brisé les reins contre le mur d'argent. Ce mur d'argent que, décidément nos hommes d'Etat confondent trop volontiers avec le mur des lamentations.

Poincaré succéda à Herriot. Chautemps s'installe au fauteuil de Blum.

Mais les mêmes problèmes vont se poser et toute la finesse du nouveau chef de gouvernement et toute la science du nouveau trésorier ne parviendront pas à combler le fossé béant que les Caillaux, les Marcel Régnier, les Abel Gardey viennent de découvrir entre la classe ouvrière et le clan des possédants, des financiers, des industriels, des trusts, de ceux-là qui, en fait, gouvernent et manœuvrent les politiciens des deux assemblées.

On a pu, quelque temps, jeter un pont sur ce fossé et détourner l'attention des pauvres bougres en dressant, devant leurs yeux émerveillés, le veau d'or des augmentations de salaires...

Mais voilà que, grâce aux insatiables vieillards du Luxembourg, tout s'écroule.

L'offre de participation communiste et le méprisant refus de Camille Chautemps passent inaperçues.

Le mot historique de Léon Jouhaux proclamant, à Genève : « Le Front populaire continue ! » se perd dans l'indifférence générale.

Même la veste magistrale de Jacques Doriot et les obsèques nationales de Gastounet n'intéressent personne. L'homme de la rue grogne.

Assisterions-nous à un réveil de la conscience collective ? L'électeur aurait-il enfin compris que la semaine de 40 heures et les vacances payées ne composent pas un programme suffisant pour un peuple qui se dit le plus spirituel de la terre et qui, tout de même, a donné, à travers les siècles, quelques exemples de courage révolutionnaire ?

On n'ose pas encore en espérer tant. Mais s'il se produisait, ce réveil, nous saluerions bien bas, malgré la répugnance qu'il nous inspirent, les Abel Gardey, Marcel Régnier et Joseph Caillaux, ordonnateurs de leur propre enterrement.

L. M. PAPPO.

MICMACTUALITES

Comme si ça ne suffisait pas d'avoir, sous prétexte de protester contre l'annistie, jeté leurs décorations sur la tombe de l'anonyme, afin d'obtenir une réduction sur le tarif des chemins de fer (il s'en fout, le soldat inconnu, il ne voyage plus), les Croix de Feu continuent à emmerder le pauvre monde.

Et comme ils trouvent trop chers les chemins de fer, ils ont organisé la Marche sur Bruxelles...

La Marche sur Bruxelles... Ça ne vous dit rien ? M. Degrelle, lui, ça lui rappelle un beau fiasco.

Alors on a beau ne pas être superstitieux, il faut avouer qu'il y avait là un fâcheux précédent.

Malgré tout, les Anciens Combattants ont marché sur Bruxelles.

Pour protester contre le vote de la loi sur l'annistie.

Parce que tous ces braves anciens combattants, sous le prétexte qu'ils ont été couillonnés jusqu'à la gauche pendant quatre ans, se figurent que c'est arrivé, que ça leur donne des droits (on le leur a dit et ils l'ont cru) et prétendent imposer leur façon de ne pas voir.

Raisons insuffisantes, à mon sens, pour bloquer la circulation...

Mais le plus marant, c'est que les fraternelles d'après-guerre ont manifesté elles aussi.

Les fraternelles d'après-guerre, ce sont les futurs anciens combattants. Par définition, ils ne peuvent admettre qu'on puisse ne pas partager leur enthousiasme résigné à subir le sort le plus beau le plus digne d'envie, car ils croient aux chansons.

Ceux-là n'ont pas de droits sur nous, mais ils espèrent bien qu'ils en auront ; alors ils veulent les faire valoir.

Heureusement qu'il n'y a pas encore de fraternelles des fils des futurs anciens combattants.

Unique raison pour laquelle les fils des futurs anciens combattants nous foutent la paix.

Vous ne connaissez sans doute pas le capitaine Cerfont ?

Le capitaine Cerfont est un ancien combattant à qui, un jour, on a violemment tapé sur le citron. Aussi ondule-t-il frénétiquement du couvre-chef. Il s'est adressé à un théologien pour se faire confirmer les conditions imposées par le pardon chrétien.

Mais laissons-lui la parole :

« Sans hésiter, ce théologien m'a rappelé que, pour obtenir le pardon divin, il faut observer quatre conditions formelles : 1) aveu de la faute ; 2) regret de la faute ; 3) ferme propos de ne plus recommencer ; 4) et surtout réparation complète du dommage. »

J'estime donc que c'est une insolente prétention que de vouloir établir en règle de paraitre meilleur que Dieu. Ainsi, M. de Laveleye voudrait paraître meilleur que Dieu. Voyez-vous ça ?

Et que dire alors de Sa Sainteté Staf de Clercq avec sa barbe de Dieu le père ?...

Les Croix de Feu du Luxembourg, eux, ont écrit au roi.

Dans leur lettre, il y a tout de même quelques lignes sensées :

« Nous ne vous rappellerons point, Sire, les sacrifices endurés durant cinquante-deux mois de tranchées, sacrifices que nous avons accomplis pour un idéal qui se révèle complètement vain aujourd'hui. »

Les Croix de Feu du Luxembourg ont compris.

Et on ne leur fait pas dire...

Selon la digne de foi « Nation Belge », des manifestants de la Marche sur Bruxelles arboraient à la boutonnière des petites poires qui remplaçaient les décorations.

C'est un aveu. Ça veut dire : on s'est foutu de nous et on continue à se foutre de nous.

Eh ! bien, ça vous apprendra à avoir fait la guerre et à tirer vanité de quatre années d'assassinat légal, obligatoire et glorieux, au lieu de le regretter et de vous taire honteusement, bande d'abrutis allantoïdiens !...

Mais puisque, quand il faudra recommencer — bientôt, peut-être — vous serez tous prêts à remettre ça, alors fermez vos gueules...

A Paris, quand les communistes manifestent, ils crient : la police avec nous ! Ce qui est une façon comme une autre de pratiquer le noyautage. Sans résultat d'ailleurs et comme de bien entendu.

A Bruxelles, les Anciens Combattants ont crié : les gendarmes avec nous ! Voyez-vous ces petits subversifs qui s'avisent de provoquer des militaires à la désobéissance ?...

Sur leurs chapeaux, les petits subversifs en question arborent des cartes postales sur lesquelles figurent des cartes bert avec cette inscription : « Celui qui n'aurait pas voulu l'anon : « Celui qui Ce qui constitue une annistie ». de l'attitude du roi Lédésaveu assez net Alors, pourquoi, au pold. Marche sur Bruxelles, jours de la même subversifs acclamèrent les mêmes petits Léopold ?

Il est vrai que si un s'entend à faire parler l'ancien combattant peut pas lui demander les morts, on ne logique et intelligent en outre d'être

La manifestation belles petites bagar été agrémentée de et anciens combattants entre gendarmes. Même que le saints. Tout cela nous a coulé. froid. Car pour ce qui gendarmes et les nous concerne, les peuvent bien se manciens combattants tres jusqu'au dernier les uns les autres qui s'entrevoient, comme ces chiens jusqu'à ces stations, réciproquement queues, nous mettr plus que leurs Et ne fais doivev à ce qu'il reste les fer

Au Congrès Bé Charleroi, appel a les Cafetiers de sistes de renvoyer le fait aux congressi pour protester leurs décorations au Elle est mise contre l'Annistie. Un véritable co ail. Parce que stroquets, eux non

Mais le plus grave, c'est que les procédés que ces messieurs en sont venus à employer n'échappent pas à l'exportation. A preuve l'assassinat de nos camarades Berneri, Ascaso, Barbieri et autres et plus récemment l'arrestation des leaders du P.O.U.M. à Barcelone.

Mais l'Huma n'a pas cédé. Et les frères ex-ennemis en sont de nouveau aux échanges de paroles aigredouces et aux allusions perfides.

« Pour moi, non seulement la prudence procréatrice n'est pas une doctrine immorale et pornographique, mais elle est un acte de sagesse, de responsabilité et d'honnêteté qui devrait être commun à tous les hommes qui ne veulent pas perdre le nom d'animal responsable. »

Prêcher l'abstention de la procréation ou au moins les plus grandes précautions à ceux qui sont avariés plus ou moins dangereusement est un devoir sacré, individuel et social.

Je ne reconnais aux tribunaux aucune compétence pour juger les théories et les doctrines, autrement nous retournerons à l'inquisition moyenâgeuse. »

Mais le plus grave, c'est que les procédés que ces messieurs en sont venus à employer n'échappent pas à l'exportation.

A preuve l'assassinat de nos camarades Berneri, Ascaso, Barbieri et autres et plus récemment l'arrestation des leaders du P.O.U.M. à Barcelone.

Mais l'Huma n'a pas cédé. Et les frères ex-ennemis en sont de nouveau aux échanges de paroles aigredouces et aux allusions perfides.

Il y a aussi l'affaire de la Liberté. Les avatars de ce pauvre journal du soir — qui n'est pas le journal du soir des pauvres — feraient, à eux seuls, la matière d'un beau volume.

Le dernier propriétaire, l'honnête sénateur Lémery-de-la-Martinière en a fait un don généreux à Jacques Doriot, ancien soldat de l'armée rouge et futur dictateur de France.

Et Doriot de s'entourer d'une brillante rédaction où Fégy (ex-Humanité) voisine avec Jeantet (ex-Action française), Marion (ex-Quotidien), Guitard (ex-Petit Journal) et Bertrand de Jouvenel (ex-Notre Temps).

Mais voici que Doriot se met, sur les bras, une sale affaire de concussion à la suite de quoi il est défenestré de son fief de St-Denis.

Aussi, les Fégy, Jeantet, Marion, etc., réunis au Syndicat des gens de maison, parlent-ils déjà de rendre leur tablier.

Depuis que l'agence Havas a vu augmenter sa subvention pour se débarrasser du sieur Guimier, ses informations se ressentent moins de l'influence italo-allemande.

Ce qui ne fait plus du tout l'affaire dudit M. Guimier, le très national patron du Journal et de M. Buran-Varrilla, le non moins national directeur du Matin.

Aussi, les deux puissants fabricants d'information sont-ils sur le point de s'associer pour créer une agence « nationale ».

La maison Havas n'a qu'à bien se tenir.

Brusselmans, O. Jaspers, Puvrez, van den Berghe et van Overstraeten, artistes belges parmi les meilleurs, n'ont pas été sollicités par le gouvernement pour exposer à Paris.

Alors H. Daeye, G. de Smet, F. Jaspers, Permeke et Tytgat ont, par solidarité, refusé d'exposer sans eux (comme ça l'école flamande — la plus intéressante, soulignons-le, — ne sera pas représentée à Paris).

Ce geste confraternel mérite un grand coup de chapeau.

Et pour ce qui concerne MM. Gleener et Cie, ronds de cuir responsables, il y a — comme dit La Fouchardière — des coups de pied au cul qui se perdent...

Léo CAMPION.

Le général Greindl est mort. Dans son lit. Comme par hasard.

En Russie, ils ne meurent pas dans leur lit, les généraux.

Il est vrai que là bas, ils sont suspects. Ce pauvre maréchal Toukhatchevsky que Staline a fait bouziller, c'est lui qui avait réprimé la mutinerie de Cronstadt, en 1923.

Et ce malheureux général Eldeman

que Staline a fait bouziller également, c'est lui qui avait écrasé les troupes de Makhno.

Comme on dit en flamand : chaque sa tour...

Tout de même, il n'y va pas avec le dos de la cuillère, le petit père Staline. C'est un type dans le genre de Louis XI. Ou d'Yvan le Terrible.

Ce qui ne nous rajeunit pas... Après Zinoviev, après Kamenev, après Radek, après Piatakov, après les vieux bolcheviks, il te vous épure l'armée rouge à tour de bras.

A qui le tour ?

Quand on pense qu'il est encore des gens qui se figurent qu'en U.R.S.S. règne la dictature du prolétariat et que l'idéologie communiste est pour quelque chose dans tout cela, tout blasé qu'on soit, on est effrayé des proportions que peut atteindre la bêtise humaine...

Et quand on songe que M. Staline a été révolutionnaire, qu'il a fait de l'expropriation à main armée. Et tout...

Il est vrai que le duce — autre ex-révolutionnaire — avant de transformer l'Italie en lapinière, a écrit des choses toujours vraies et qu'il est bien amusant de parfois relire.

Ne serait-ce que ces quelques lignes extraites d'une lettre de Benito Mussolini à Paul Robin :

« Pour moi, non seulement la prudence procréatrice n'est pas une doctrine immorale et pornographique, mais elle est un acte de sagesse, de responsabilité et d'honnêteté qui devrait être commun à tous les hommes qui ne veulent pas perdre le nom d'animal responsable. »

Prêcher l'abstention de la procréation ou au moins les plus grandes précautions à ceux qui sont avariés plus ou moins dangereusement est un devoir sacré, individuel et social.

Je ne reconnais aux tribunaux aucune compétence pour juger les théories et les doctrines, autrement nous retournerons à l'inquisition moyenâgeuse. »

Mais le plus grave, c'est que les procédés que ces messieurs en sont venus à employer n'échappent pas à l'exportation.

Chez les marchands de papier de France

Sa Majesté, l'opinion publique, est dans ses états. Hommes d'affaires et gens de plume s'ingénient à la faire frissonner. Tous les moyens sont bons, pourvu que la belle donne des signes d'émotion.

Ce fut d'abord le drame de l'Echo de Paris. La propriétaire de cette feuille bien-pensante, M. Edmond-Blanc qui « fait » aussi, comme par hasard, dans les écuries de course, s'avisa un beau jour que ses jockeys — pardon, ses directeurs — Henry Simond et Henry de Kérillis le conduisaient tout doucement à la ruine. Il les pria donc, courtoisement, de se chercher un autre maître.

Aussitôt les directeurs de tous les journaux de pousser des clamateurs. Pensez donc ! Si les commanditaires en usaient ainsi avec leurs porte-plumes, autant valait se mettre simple rédacteur ou garçon d'ascenseur.

De gauche à droite, on gémit sur le sort des deux Henrys, brutalement jetés sur le pavé.

Lesquels Henrys lancèrent, d'ailleurs, huit jours plus tard, à grand renfort d'affiches tricolores et de placards publicitaires, un nouveau journal : l'Epoque.

Malgré son titre, il ne s'agit pas d'un journal féministe.

Puis, ce fut l'augmentation du prix des quotidiens qui furent portés à 40 centimes.

Tous les journaux inscrivirent donc le nouveau tarif au sommet de leur manchette.

Tous, sauf l'Humanité, qui maintint son prix à 30 centimes.

Brave Huma ! Quels sacrifices ne consentirait-elle pas pour contribuer à l'édification du prolétariat !

Et aussi — dit-on — pour grignoter au Populaire ses derniers lecteurs.

Aussi ledit Popu fit-il des représentations amicales aux camarades du P.C. Puis les représentations le firent plus vives.

Mais l'Huma n'a pas cédé. Et les frères ex-ennemis en sont de nouveau aux échanges de paroles aigredouces et aux allusions perfides.

Il y a aussi l'affaire de la Liberté. Les avatars de ce pauvre journal du soir — qui n'est pas le journal du soir des pauvres — feraient, à eux seuls, la matière d'un beau volume.

Le dernier propriétaire, l'honnête sénateur Lémery-de-la-Martinière en a fait un don généreux à Jacques Doriot, ancien soldat de l'armée rouge et futur dictateur de France.

Et Doriot de s'entourer d'une brillante rédaction où Fégy (ex-Humanité) voisine avec Jeantet (ex-Action française), Marion (ex-Quotidien), Guitard (ex-Petit Journal) et Bertrand de Jouvenel (ex-Notre Temps).

Mais voici que Doriot se met, sur les bras, une sale affaire de concussion à la suite de quoi il est défenestré de son fief de St-Denis.

Aussi, les Fégy, Jeantet, Marion, etc., réunis au Syndicat des gens de maison, parlent-ils déjà de rendre leur tablier.

Depuis que l'agence Havas a vu augmenter sa subvention pour se débarrasser du sieur Guimier, ses informations se ressentent moins de l'influence italo-allemande.

Ce qui ne fait plus du tout l'affaire dudit M. Guimier, le très national patron du Journal et de M. Buran-Varrilla, le non moins national directeur du Matin.

Aussi, les deux puissants fabricants d'information sont-ils sur le point de s'associer pour créer une agence « nationale ».

La maison Havas n'a qu'à bien se tenir.

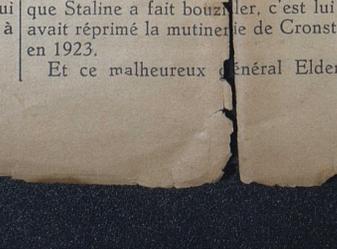
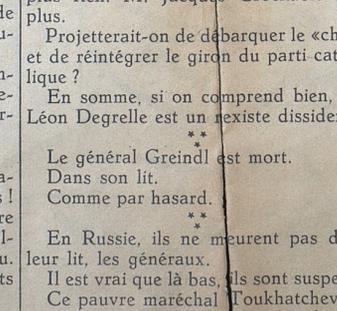
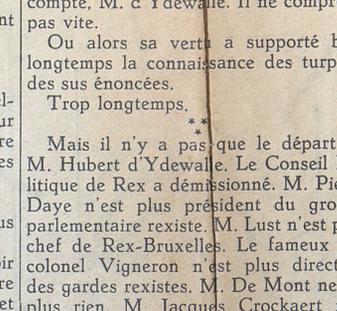
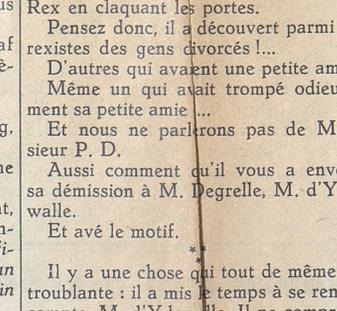
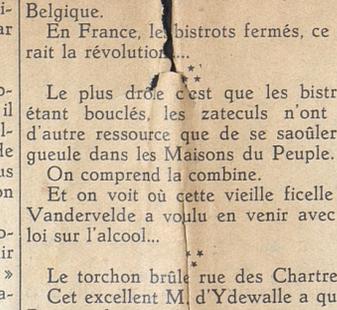
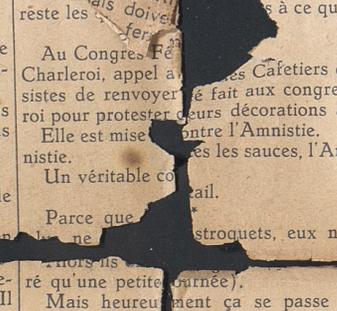
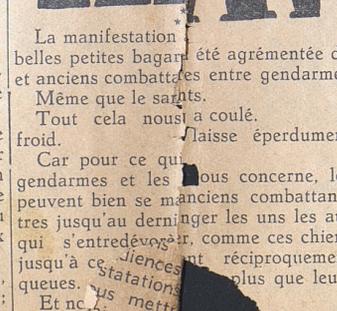
Brusselmans, O. Jaspers, Puvrez, van den Berghe et van Overstraeten, artistes belges parmi les meilleurs, n'ont pas été sollicités par le gouvernement pour exposer à Paris.

Alors H. Daeye, G. de Smet, F. Jaspers, Permeke et Tytgat ont, par solidarité, refusé d'exposer sans eux (comme ça l'école flamande — la plus intéressante, soulignons-le, — ne sera pas représentée à Paris).

Ce geste confraternel mérite un grand coup de chapeau.

Et pour ce qui concerne MM. Gleener et Cie, ronds de cuir responsables, il y a — comme dit La Fouchardière — des coups de pied au cul qui se perdent...

Léo CAMPION.



ESPAGNE 1937

PAGES DOCUMENTAIRES

Syndicalisme d'Etat

Le Guepeou importe ses méthodes en Espagne

Les dernières nouvelles qui nous parviennent d'Espagne sur l'activité du gouvernement Negrin, sont de plus en plus alarmantes.

Non contents d'y avoir joué le rôle contrerévolutionnaire que l'on connaît, voici que les agents du guepéou introduisent directement en Espagne les méthodes qu'ils appliquent en permanence en Russie contre tous les adversaires du césarisme stalinien.

C'est ainsi que nous apprenons que l'on vient d'impliquer dans un « complot avec Franco », toute la direction du P.O.U.M. (parti ouvrier d'unité marxiste) que les stalinien appellent « Trotskyste ».

A « Rebellion » — est-il besoin de le rappeler — nous ne sommes ni Poumistes, ni Trotskystes, ni Marxistes. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour dénoncer la nouvelle ignominie que s'approprient à commettre en Espagne les espions et les tueurs à gage de Staline, en accord avec les politiciens à leurs ordres.

Depuis le 19 juillet, le P.O.U.M. n'a cessé de participer totalement et loyalement à la lutte antifasciste et révolutionnaire (tout en conservant, comme c'était son droit, son idéologie particulière).

Parmi les chefs, comme parmi la base de ce parti, nombreux sont ceux qui payèrent de leur personne et de leur vie. Dès le début, le P.O.U.M. fut particulièrement visé par la haine et par les manœuvres stalinien. La raison en est premièrement : que le P.O.U.M. est un groupement révolutionnaire moins fort que la C.N.T.-F.A.I. et qu'il était tactique de s'attaquer d'abord à lui. Deuxièmement : que le P.O.U.M. se dé-

clare marxiste-léniniste et, de ce fait, est un rival direct pour le stalinisme en Espagne et aussi... en Russie.

C'est pourquoi, après avoir saccagé ses locaux, assassiné ses militants, supprimé ses journaux, saisi ses postes émetteurs de T.S.F., le guepéou, à l'aide de procédés dans lequel il est passé maître, fabrique un « complot P.O.U.M. — Franco ».

Le ton de la presse stalinienne était, depuis un certain temps, suffisamment clair :

« On comprendra bientôt à Barcelone, comme on l'a déjà compris à Madrid, que la lutte sérieuse contre le fascisme doit commencer par l'extermination de la provocation fasciste-trotskiste à l'arrière ». Izvestia, 24 février.

« L'Humanité » du 18 a annoncé l'arrestation de Nin en ces termes : *Un agent de Franco arrêté à Barcelone.*

Dès à présent nous alertons tous les travailleurs et toutes les consciences pour empêcher que s'accomplisse ce nouveau crime du Guepéou.

Partout où vous le pouvez : partis, syndicats, presse, réunions publiques, etc., élever votre voix en faveur des révolutionnaires antifascistes Espagnols menacés de mort par les agents de Staline. Puisqu'il s'avère qu'en Espagne ils ont le champ libre ; seule la protestation prolétarienne internationale peut encore sauver ces victimes de la réaction stalinienne.



L'apologie du poignard

Le lâche assassinat de notre camarade de Camilo Berneri qui non seulement jouissait d'une grande estime dans les rangs de l'anarchisme, mais de plus, arracha des paroles émues et indignées dans tous les milieux antifascistes où il était amplement connu comme combattant et comme intellectuel et même à tous ses adversaires politiques qui n'ont pas encore perdu le sens commun et le sentiment d'humanité. Le NIEVO AVANTI, organe officiel du parti socialiste italien en France fut un des nombreux périodiques antifascistes qui considérèrent comme leur devoir d'exprimer leur protestation contre un crime inqualifiable, leur douleur de voir disparaître un homme qui avait tant et si efficacement contribué à la cause de la liberté.

Si quel'un pouvait se soustraire à ce devoir de protester contre l'assassinat du camarade Camilo Berneri, si quel'un avait le devoir de garder le silence — et strictement le silence — c'étaient les copains, les complices mornaux ou politiques des assassins.

Le GRIDO DEL POPOLO, organe du parti communiste italien en France, pouvait garder le silence. Mais le GRIDO DEL POPOLO du 29 mai parle. Il prend la parole non pour condamner l'assassinat de Berneri, ce qui eut été simplement de l'hypocrisie, mais pour condamner le NIEVO AVANTI qui n'approuve pas cet assassinat.

« La lutte antifasciste mondiale, disent les communistes du GRIDO DEL POPOLO, dont la bataille la plus acharnée se déroule sur le sol espagnol, exige des positions claires. Le choc entre les forces du fascisme et celles du Front Populaire étant arrivé à la phase de guerre sans merci, le devoir des antifascistes est de marcher unis et inflexibles sans s'abandonner à des faiblesses sentimentales à l'égard de ceux qui, agissant suivant leur caprice, font le jeu de l'ennemi.

La révolution, et même la révolution démocratique antifasciste (?) qui se déroule en Espagne, ne peut permettre à personne qui veut y participer d'oublier, aux moments les plus tragiques, la consigne de la lutte et de s'abandonner à des exercices littéraires... Camilo Berneri, un des dirigeants du groupe LES AMIS DE DURRUTI, répudié même par la Fédération Anarchiste Ibérique,

provoqua l'insurrection sanglante contre le Gouvernement du Front Populaire de Catalogne, et on en a fait justice pendant cette insurrection pour cette Révolution démocratique à laquelle personne ne peut dénier le droit de légitime défense. »

Les communistes italiens, comme les autres, ont le talent de condenser dans chaque mot dix mensonges. Car Berneri n'appartient pas au groupe LES AMIS DE DURRUTI ; c'est tout simplement idiot que d'attribuer à Berneri d'avoir déchaîné une insurrection, en particulier parce qu'il n'y a pas eu d'insurrection, mais une tentative avortée d'écraser le mouvement anarchiste et confédéral ; une REVOLUTION DEMOCRATIQUE, invisible, ne fit pas justice de Berneri ; il fut arraché de son domicile, par des éléments que les communistes connaissent, et assassiné dans l'obscurité, précisément comme les Dumini, etc., sicaires de Mussolini, enlevèrent et égorgèrent Matteoti.

Mais pourquoi commenter et rectifier ?

L'infamie ne peut pas s'amender. Nous enregistrons qu'un organe officiel du Parti Communiste prend la responsabilité morale de l'assassinat de notre camarade Camilo Berneri ; que les communistes qui condamneront toujours l'attentat individuel quand les anarchistes le justifiaient contre les tyrans, l'exaltent et le proclament nécessaire lorsqu'il est pratiqué contre les anarchistes.

Nous ne voulons pas faire de la LITTÉRATURE. Mais ce n'est en pas faire que d'affirmer que les communistes expliquent l'assassinat des anarchistes comme une dure nécessité de la lutte antifasciste. A nous, anarchistes, au contraire, les nécessités de la lutte antifasciste nous ont conduits jusqu'à présent à ne pas répondre aux provocations et même à enterrer silencieusement nos victimes « dont on a fait justice ».

Mais le jour viendra où les dures nécessités de la lutte antifasciste disparaîtront. Ce jour, nous nous rappellerons l'apologie du poignard faite par des organes officiels du Parti Communiste à l'occasion du rapt et de l'assassinat de notre camarade Camilo Berneri.

(TIERRA Y LIBERTAD, 12 juin 1937.)

AVANT-PROPOS

Nous abordons cette étude avec le sentiment qu'elle répond à une urgente nécessité. Si tel n'était pas notre sentiment, nous aurions préféré traiter des questions plus simples, intéressantes le mouvement ouvrier.

Mais l'homme propose... et les événements disposent.

La situation à laquelle nous pousse à examiner un problème qui préoccupe beaucoup les dirigeants syndicaux, socialistes et chrétiens, le patronat et le gouvernement, mais qui ne semble pas du tout préoccuper ceux-là mêmes qui devraient se montrer les plus inquiets : les travailleurs.

Quand la bourgeoisie veut consolider ses positions conservatrices et dominatrices, elle est faiblement poussée vers un renforcement de sa dictature — tant économique que politique. Par là même, elle est amenée à impuissamment son ennemi héréditaire et mortel : le prolétariat. Et, fait caractéristique, c'est toujours contre les organisations syndicales qu'elle dirige ses premiers coups et les plus rudes.

Cette tactique s'explique par le fait que la bourgeoisie a compris que de tous les mouvements prolétariens, le mouvement syndical est le plus dangereux, voire le seul dangereux pour elle.

Mais ce serait une erreur de croire que cette tactique est seulement employée par la bourgeoisie. Tous les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche, bourgeois socialistes ou communistes, ont tous un même adversaire : le syndicalisme.

Aussi leur première tâche à tous, une fois que l'un des clans est parvenu à s'emparer du pouvoir, ou que deux ou trois clans se le partagent, est-elle de renforcer encore ce pouvoir, afin de mieux le conserver (pour en profiter plus longtemps), et d'impuissamment (ou tenter d'impuissamment) le seul organisme réellement capable de lutter efficacement contre le pouvoir (oppression économique et politique) : l'organisation autonome des travailleurs.

Rousseau qui dit, Léon...

Que l'on ne dise pas que nous exagérons dans nos accusations contre les politiciens. Aujourd'hui encore, ceux-ci sont en train de s'occuper, avec la complicité du gouvernement, pour ligoter les ouvriers au sein de leurs organisations économiques (syndicats). S'ils ne sont pas tous d'accord sur la façon d'appliquer le lien, ils sont tous d'accord sur le lien qui doit être employé. Tous d'accord pour imposer aux syndicats le statut légal.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on parle de doter les syndicats d'un statut légal. Voilà bien le vingt-cinq ans que M. Albert Devèze déposa (le 31 janvier 1913) un premier projet qui, par suite de la guerre, ne put être discuté. Treize ans plus tard (3 février 1926), M. Devèze qui, décidément, y tenait, déposait à nouveau son projet.

De leur côté, les dirigeants des syndicats chrétiens ont fait peser la menace du statut légal sur les organisations économiques de la classe ouvrière ; depuis novembre 1934, un projet a été déposé à la Chambre par M. Henri Heyman, l'un des chefs de la démocratie chrétienne et ancien ministre de l'Industrie et du Travail. A la suite des grèves de juin 1936, M. Heyman a cru utile de déposer pour la seconde fois son projet.

L'Union catholique belge s'est également déclarée en faveur de l'octroi du statut légal aux syndicats.

En face de ces projets, l'attitude des dirigeants des syndicats réformistes fut des plus confuses. S'ils les rejetèrent, ils ne s'opposèrent pas contre à aucun moment au principe même de ce statut ; les objections qu'ils soulevèrent avaient simplement et uniquement trait à des questions de procédure, de modalité d'application.

Certains d'entre eux même, n'hésitèrent pas à se faire les ardents défenseurs du statut légal. Parmi ceux-ci nous retrouvons en première place le « syndicaliste » et « socialiste » De laet qui, dès qu'il devint ministre dans le gouvernement de redressement de la barque capitaliste, en mars 1935, promit de s'attacher à doter les syndicats d'un statut légal et annonça le dépôt d'un projet le 10 novembre de la même année. Hypocrite ou inconscience, il alla jusqu'à déclarer à un congrès du P.O.B. « soufflé par le mouvement syndical ne peut pas un tel statut ».

En décembre 1935, la Commission Syndicale à Ostende deux journées d'études à l'examen de cette question. A cette occasion, si nous pouvons nous en rapporter à ce que Delsinne et de Brouckhontèrent pas enchantés de

tel statut, nous vîmes aussi, par contre, Max Buset, le lieutenant du fumiste De Man, y défendre carrément la thèse du statut légal.

En février 1936, un dirigeant de la Commission Syndicale, Joseph Rens, a écrit dans un journal syndical (si on peut dire) une série d'articles sur ce problème. Après avoir repoussé les projets Devèze et Heyman, Rens parle d'un projet socialiste ou d'un projet qui serait acceptable pour les socialistes. Mais Rens a bien soin de ne tracer aucune ligne de ce fameux projet. Il n'en dira pas plus dans son livre au titre renversant : « Corporatisme ? Non. Organisation des professions ? Peut-être », et dont le contenu plein de confusion restera incompris par la majorité des travailleurs.

Pour être complet, signalons que fin mai de cette année, la Commission Syndicale organisa deux nouvelles journées d'études à Blankenberge pour réexaminer cette question. Là, les dirigeants syndicaux réussirent ce tour de force, dont seuls sont capables nos politiciens, de repousser le statut légal, tout en ne le repoussant pas.

Enfin, rappelons que le gouvernement van Zeeland a à son programme — condition imposée par les démocrates-chrétiens comme prix de leur collaboration — la réalisation du statut légal.

Bref, il apparaît que tous les politiciens se trouvent d'accord pour accorder aux syndicats un statut légal, c'est-à-

dire pour paralyser complètement l'action du mouvement ouvrier en décapitant proprement celui-ci par son inféodation à l'Etat. Il n'est pas exclu non plus que le parti communiste se rende complice de cette infamie et acceptera de livrer, comme c'est le cas en U.R.S.S., les organisations syndicales aux mains crochues et sanglantes du monstre : Etat ; ses innombrables trahisons et reniements nous autorisent à l'en croire capable.

Pour dénoncer et s'opposer à ce grave danger, il n'y a, pour l'instant, qu'une infime minorité. De celle-ci, nous en sommes.

Dans le présent travail, nous exposons les raisons multiples qui doivent faire rejeter par les travailleurs tout statut légal, fut-il même paré de l'étiquette socialiste, car tous sont également dangereux, tous aboutissent au même résultat : asservissement et destruction du mouvement ouvrier.

L'application de tout statut légal aux organisations syndicales serait, pour les travailleurs, la voie de l'esclavage intégral — tant spirituel et moral que matériel.

Si, par ce travail, nous parvenons à le démontrer aux ouvriers qui nous lisent, nous pensons que nous aurons fait œuvre utile, car il nous sera permis d'espérer que ceux qui nous auront compris, nous aideront à le faire comprendre à ceux qui n'ont pas encore vu le danger qui les menaçait.

Francis BELMART.

Le mouvement ouvrier en Amérique

Le « Comité d'organisation Industrielle » (C.I.O.) présidé par John Lewis, dirige actuellement les formidables grèves américaines de l'acier et du charbon comme il dirigeait hier celles des textiles et du transport.

La presse quotidienne nous apporte des échos affaiblis du conflit violent qui oppose Lewis du C.I.O. à William Green et à ses lieutenants de la « Fédération Américaine du Travail » (A.F.L.).

L'A.F.L. qui groupe les ouvriers sur des bases strictement corporatives, par métiers, ne fut jamais qu'une organisation réactionnaire ; elle refusait les travailleurs nègres dans ses rangs et défendit toujours la collaboration des classes.

La plupart de ses dirigeants : Green, Gompers, Antonini et leur bureaucratie, sont, sans en faire mystère d'ailleurs, les fidèles collaborateurs des magnats industriels des divers Etats et des diverses industries. Samuel Gompers, patriote américain cent pour cent, est, en même temps actionnaire important de diverses compagnies ; dont le personnel est syndiqué chez Samuel Gompers !...

Le capitalisme américain, ou plutôt la catégorie capitaliste que représente, par exemple, Ford à Détroit, et que l'on peut qualifier de féodaux industriels, a toujours trouvé à ses côtés aux heures de lutte, les dirigeants de l'A.F.L. prêts à prendre la direction des mouvements revendicatifs ouvriers et... à leur casser les reins.

Est-il besoin de rappeler ici les grèves des mineurs de l'Illinois, torpillées par les dirigeants de l'Union Mine Workers of America qui étaient en ce temps là, John Lewis et Van Betteer, les actuels promoteurs du C.I.O.

Leur histoire est racontée tout au long du livre de William Forster : « Mis-laders of Labor ».

Dans « Labor and Cool » Anna Rochester accuse ouvertement John Lewis d'avoir touché 100.000 dollars pour son « travail » dans la direction des grèves minières du Kentucky. Les gros industriels américains non contents de disposer des forces de l'Etat (police, juges, gouverneurs, sont élus, et les magnats disposent des moyens de « faire » l'élection) et de bandes de gangsters et pinkertons, gunnens et fascistes, sont encore parvenus à corrompre et à utiliser les organismes ouvriers de l'A.F.L. et y ont installé leur démocratie à coups de chèques et parfois à coups de mitrailleuses.

Contre la tendance à maintenir le régime bourgeois féodal, qui a transformé les Etats-Unis en une série d'Etats dans l'Etat et empêche toute réorganisation plus moderne du régime capitaliste, se sont dressées les classes moyennes et surtout les fermiers de l'Ouest, les partisans du contrôle de l'économie par le

gouvernement, un grand nombre de banquiers libéraux, les quelques stalinien, les Trotskystes et les Lovistonien (com. de droite). Ce mouvement donna naissance à l'Aigle Bleu, la N.I.R.A. de Roosevelt.

Les masses ouvrières ont appuyé la lutte de Roosevelt contre les puissants trusts parce qu'elles y ont vu un moyen de liquider les diverses « libertés démocratiques » qui permettent aux patrons d'avoir une police spéciale dans leurs entreprises (d'organiser les assassinats de militants ouvriers avec l'assentiment des autorités élues par leurs soins, etc...)

Remarquons en passant que ce fédéralisme américain apparaîtrait fort appréciable si on ne le jugeait qu'à travers des textes légaux, sans tenir compte de l'essentiel : La division de la société en classes possédantes et dépossédées.

John Lewis, qui combattit sa vie durant les I.W.W. (Travailleurs Industriels du Monde, organisation syndicale de tendance révolutionnaire) dont le principe d'organisation est l'union par industries, vit dans le conflit entre les deux formes de capitalisme, l'occasion de parvenir à une haute destinée au département du Travail de Washington, et il se lança dans la lutte pour l'organisation industrielle des ouvriers. Le C.I.O. groupe à l'heure actuelle des centaines de milliers de membres recrutés principalement parmi les forçats du travail non-qualifié des usines monstres.

J. Lewis, hostile à la grève sur le tas (sit-down strike) en 1936 lors de la grève du caoutchouc) ne dit plus rien contre elle en 1937, car c'est un moyen puissant contre Ford et les autres ennemis de Roosevelt, et un prétexte à intervention de l'Etat. Washington veut faire plier les industriels de cette manière et une fois qu'ils seront soumis, on fera une loi interdisant la grève sur le tas et le lock-out patronal. Pour le moment, la lutte continue acharnée.

Les ouvriers, diront les pessimistes, tirent les marrons du feu pour Roosevelt et le capitalisme dirigé par l'Etat ! Peut-être, mais si on examine les faits, on peut dire que la lutte profite à la classe ouvrière, quelle qu'en soit l'issue. Les ouvriers auront acquis une plus grande conscience de classe, leurs expériences d'occupation d'usines et de lutte contre les bandes armées du capital seront une leçon fertile en enseignements pour la future révolution prolétarienne américaine.

Les libertaires américains ont un rôle à jouer dans les rangs des unions ouvrières ; ils doivent y répandre les principes et les tactiques du syndicalisme révolutionnaire, de façon à les rendre aptes à être les cellules de base de la reconstruction sociale future.

ALL MIREW

UN PEU DE THEORIE

LE CHRISTIANISME

extrait de : « Thèses Libertaires ».

En proclamant que l'homme est une créature divine doué de la même âme immortelle, le Christianisme reconnut l'égalité et la dignité de chaque être humain.

Depuis ce temps le Christianisme ne cessa jamais d'être en cause au cours des luttes sociales et la controverse est plus que jamais à l'ordre du jour.

Pour les uns, les principes chrétiens sont la revendication de justice la plus intégrale.

Pour les autres, les églises sont les plus puissantes citadelles de l'oppression et de l'exploitation.

En réalité, et ainsi posée, la querelle est sans issue. Pour la simple raison que le Christianisme se situe sur un autre plan que le plan social et que sa justice n'est pas de ce monde.

L'égalité et la dignité humaines reconnues par le Christianisme ne constituent nullement des impératifs de justice sociale. C'est pourquoi l'église a pu légitimer les pires régimes d'oppression et se ranger régulièrement du côté des privilégiés contre les révoltés.

La fameuse charité chrétienne reste ainsi une valeur extrêmement relative dont l'application est laissée à l'appréciation de chacun et peut parfaitement, pour les possédants, se limiter à de dérisoires aumônes.

D'autre part, si le Christianisme peut susciter ou favoriser la revendication de justice sur le plan terrestre et social ; il eut soin de fournir en même temps, ce qu'il faut bien appeler : l'antidote, car, n'oublions pas que la première vertu chrétienne est la résignation.

C'est ce dualisme — qui ressemble fort à une duplicité — qui permet, en fin de compte, à l'Eglise de s'adapter et de survivre à tous les bouleversements sociaux.

En conclusion, si l'on doit reconnaître dans le message chrétien une idée première dont la portée historique se prolonge jusqu'à nous ; il est vain de vouloir baser sur la doctrine chrétienne un ordre et un droit humain et social.

Nous croyons au contraire que l'avènement de la justice sociale, en détruisant le respect du privilège et le complexe de résignation, s'apera du même coup les bases mêmes de l'Eglise.

Si la religion chrétienne survit à ces bouleversements historiques et ne veut se limiter au rôle de petite secte, elle devra subir des transformations profondes et momentanément imprévisibles.

ERNESTAN.

P. S. — Dans le précédent numéro où je faisais « un peu de théorie » à propos de « individualisme et socialisme » le typo me fit écrire **autonomie** au lieu de **antinomie**.

Il faut donc lire le dernier paragraphe comme suit :

« Ainsi le socialisme seul peut résoudre l'antinomie entre le droit individuel et le droit social ».

E...

Faut-il donc que nous, anarchistes, les ennemis du Christianisme, nous rappelions à toute une société qui se prétend chrétienne ces mots d'un homme dont elle a fait un Dieu : « Ne dites à personne : maître, maître ! ». Que chacun reste maître de soi-même. Ne vous tournez point vers les chaires officielles, ni vers cette bruyante tribune, dans la vaine attente d'une parole de liberté. Ecoutez plutôt les voix qui sortent d'en bas, fussent-elles passées à travers les grilles d'un cachot.

ELISEE RECLUS.
(1^{er} oct. 1885.)

Expériences révolutionnaires et Anarchisme

En dehors des deux grands courants politiques — social-réformiste et communiste — dont les événements révolutionnaires en Espagne est nettement conservatrice, partant contre-révolutionnaire dans la mesure même ou ces courants entravent ouverts l'évolution progressive du mouvement ouvrier international vers une issue révolutionnaire, les courants politiques de gauche dominés parallèlement à la dégénérescence de la III^e Internationale apportent des critiques quant à la position de la C.N.T. et de la F.A.I. dans le processus des événements en Espagne depuis juillet 1936.

Ces critiques, partant des bases doctrinales qu'expriment ces courants de gauche, dominées fondamentalement par les idées essentielles qui ont amené l'évolution progressive des partis politiques dont on se force d'identifier l'opportunité de la C.N.T.-F.A.I. à l'idéologie de l'anarchisme révolutionnaire.

Objectivement et subjectivement, des faits incontestables, qui se sont vérifiés historiquement dans le passé, qui se vérifient historiquement de nos jours, se dégagent de façon positive de l'évolution du mouvement ouvrier international. L'évolution opportuniste et contre-révolutionnaire de la social-démocratie, aboutissant bien avant la guerre déjà dans le réformisme, qui renouait la domination bourgeoise et préparait la trahison de 1914, se manifestait après-guerre en des politiques collaborationnistes anti-ouvrières, qui préparaient le fascisme, trouve son origine, non seulement dans l'équilibre relatif du système capitaliste de production et d'échange de la fin du XIX^e siècle et du début de XX^e siècle, mais aussi et avant tout dans la structure bureaucratique et la politique des partis social-démocrates. De même, la dégénérescence et le processus contre-révolutionnaire de l'Internationale

communiste et les partis y adhérents, se marquant de nos jours par une politique de renforcement de la bourgeoisie, allant de pair avec la décomposition de l'Etat Soviétique, résident, avant-tout, dans la structure centraliste et bureaucratique de ces partis.

Or, le processus involutif de la social-démocratie, de même que le processus involutif du communisme, se manifestant dans la structure centraliste et dans la politique de ces partis, s'expriment, en dernière analyse, dans l'idéologie fondamentale sur laquelle ces partis sont fondés et qui attribuent, a-priori, un rôle dirigeant primordial au parti politique.

Les marxistes qui affirment la nécessité d'un parti politique dirigeant auquel incombe une mission destructrice et constructive fondamentale, ont toujours combattu avec hostilité la conception apolitique qui toujours fut à la base de l'action anarchiste révolutionnaire.

Sous prétexte que, dans les événements révolutionnaires qui se déroulent au-delà des Pyrénées, la C.N.T. et la F.A.I. ont adopté une position opportuniste, qui ne s'explique qu'en tant qu'expression des insuffisances théoriques et tactiques de l'anarchisme, qu'en tant qu'expression des deux tendances — l'une, conciliatrice, qui a triomphé, l'autre, extrémiste, inorganisée, n'ayant pas de perspectives définies quant à l'action à mener — qui s'opposaient dans la C.N.T., les conrants marxistes de gauche s'efforcent, en se basant sur les résultats de l'action de la C.N.T. et de la F.A.I. depuis juillet, de condamner l'anarchisme.

Les anarchistes parvinrent à apporter dans la C.N.T. les tactiques d'action directe anti-capitaliste, anti-étatique, anti-parlementaire ; parvinrent à maintenir

dans le prolétariat les notions claires d'action de classe indépendante liée au but fondamental de l'expropriation des moyens de production et d'échange.

Des événements révolutionnaires en Espagne se dégage une expérience d'où surgissent des résultats positifs et négatifs qu'il importe d'étudier objectivement, sans parti-pris.

Sans expérience révolutionnaire il est impossible au prolétariat d'avancer dans la voie révolutionnaire. Il est d'autant plus impossible aux révolutionnaires de préciser les problèmes révolutionnaires qui incontestablement se posent.

A l'encontre de ce que les marxistes-extrémistes insinuent, les événements d'Espagne ne condamnent pas l'anarchisme.

A la lumière des expériences révolutionnaires du passé et de l'expérience révolutionnaire actuelle du prolétariat ibérique, les anarchistes doivent parvenir, demain, à concrétiser les problèmes fondamentaux de la lutte des classes, à relier le problème essentiel de l'expropriation des moyens de production, d'échange, et de consommation, au problème de la destruction de l'Etat.

Seuls les anarchistes révolutionnaires défendent le principe fondamental d'une conception politique de classe fondée sur l'action collective organisée, destructive et constructive, des masses, sur la base de l'indépendance du mouvement spécifiquement prolétarien : le syndicalisme révolutionnaire.

Quant aux partis politiques qui affirment des velléités de direction et d'inféodation du mouvement ouvrier, les anarchistes révolutionnaires, en fonction même de la conception collective d'action qu'ils propagent, les combattront toujours.

H. VRIJHEID.

Abonnez-vous à Rébellion

RETROSPECTIVE DE L'ANARCHIE

LES PRECURSEURS

D'aucuns estiment la Société mal faite ; alors ils la combattent. Cela peut déplaire à ceux qui la trouvent bien faite ; mais c'est incontestablement logique.

C'est en vertu du droit du plus fort qu'ont agi tous ceux qui ont voulu dominer leurs semblables. C'est en vertu du droit de légitime défense — forme de l'instinct de conservation, que d'autres, persécutés dans leur chair ou dans leur pensée, se sont rebiffés.

Probablement parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement.

La révolte est une façon de SENTIR. C'est aussi une question de conscience. On ne peut rien contre sa conscience.



MICHEL BAKOUNINE (1814-1876)

C'est idiot de défendre à un enfant d'éternuer. Il éternue parce qu'il ne peut pas s'en empêcher.

Eh bien il y a des consciences qui éternuent.

Et il y en eut de tous temps.

Bien avant que le mot libertaire existât, la chose existait.

Quatre cents ans avant Jésus, Platon imaginait déjà la cité idéale.

Presque vingt siècles plus tard, François Rabelais, le joyeux curé de Meudon, concevait son « abbaye de Thélème ».

En 1520, Münzer professait que droit incombe en tout à chacun selon ses besoins et selon la possibilité ». Et le col prêt d'être tranché, l'anabaptiste jetait à ses bourreaux : « — Un jour je serai vengé ! Un homme comme moi ne meurt pas ».

Ravachol connut-il ces paroles prophétiques ?

Puis ce fut Erasme qui écrivait au pape Léon X : « Les Esprits libres et généreux aiment à être instruits ; ils ne veulent pas être contraints » et La Boétie qui clamait l'égalité native des hommes et la liberté absolue pour chacun d'eux. Et vinrent les Encyclopédistes :

Diderot qui disait : « La Nature n'a fait ni serviteur ni maître, je ne veux donner ni recevoir de lois... La véritable notion de la propriété entraînant le droit d'us et d'abus, jamais un homme ne peut être la propriété d'un Souverain, un

enfant la propriété d'un père, ni la femme la propriété d'un mari ».

Jean-Jacques Rousseau qui dit : « Les fruits sont à tous et la terre n'est à personne ». Et les réformistes de la révolution française de 1793 ; Jacques Roux, à la tête des Enragés ; Hébert et les hébertistes, Gracchus Babeuf.

Mais le véritable fondateur de la doctrine anarchiste fut Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865).

Proudhon proclame que « la Propriété c'est le vol ».

Ni dieu ni maître. Le Souveraineté réside dans chaque citoyen et s'exerce dans la sphère étroite du municipe. Plus de gouvernement. Décentralisation au profit du plus grand nombre. Plus de patries, puisque plus de frontières. Plus d'armées ni de police, puisque hommes et peuples deviennent tolérants, fraternels et solidaires, plus rien à défendre puisque règne partout la justice, courtoise et l'égalité.

Au gouvernement des hommes se substitue l'administration des choses.

De l'anarchie est sorti l'ordre.

Max Stirner, auteur de « l'Unique et sa Propriété », protagoniste de l'association des égoïstes ; Frédéric Nietzsche, « le chantre génial et fou » de Zarathoustra ; Henrik Ibsen, qui définissait l'Etat comme la malédiction de l'individu ; Jules Vallès, l'Insurgé ; le romancier russe Alexandre Herzen exercent une influence prépondérante sur la philosophie anarchiste.

Ces aristocrates de la subversion que sont les libertaires comptent dans leurs rangs le prince Bakounine, le comte Tolstoï, le prince Kropotkine.

Michel Bakounine, officier, puis professeur de philosophie, est à la fois théoricien et agitateur. Tempérament de lutteur, homme d'action volontaire et énergique, il joint à une aristocratie native, pleine de bonhomie communicative, un don oratoire empreint de charme et de séduction. Il est partout où éclatent des grèves, des révoltes, des tentatives insurrectionnelles. Traqué de pays en pays, expulsé, extradé, déporté, évadé, plusieurs fois condamné, à mort, sa vie est un perpétuel passage de la prison à l'exil.

Léon Tolstoï, le grand Tolstoï, le pur écrivain, auteur de « Guerre et Paix », « Résurrection », etc. ; anarchiste-chrétien, non-violent intégral, prend position en faveur des doukhobors, adeptes d'un christianisme primitif dépouillé du dogme et du rite.

Les doukhobors, s'inspirant du « non occides » du Nazaréen, refusent le service militaire. Tolstoï vient de voir son roman « Résurrection » traduit en plusieurs langues. Les doukhobors sont persécutés. Dix mille objecteurs de conscience sont déportés en Sibérie. Tolstoï, avec le produit de ses droits d'auteur et de traduction, achète des terres au Canada. Il en fait don aux doukhobors. Ceux-ci émigrent. Leurs refus de se soumettre au service militaire, refus de payer les impôts, refus du mariage, etc.) leur attirent des ennuis avec le gouvernement canadien. Ils ne se soumettent pas. Devant leur résistance passive, le gouvernement doit finir par céder.

Les colonies doukhobors existent toujours.

Pierre Kropotkine, savant naturaliste, auteur des « Paroles d'un révolté » et de la « Conquête du Pain », est un des plus grands théoriciens et sociologues anarchistes. Il précède, à côté de la propagande théorique, l'action directe.

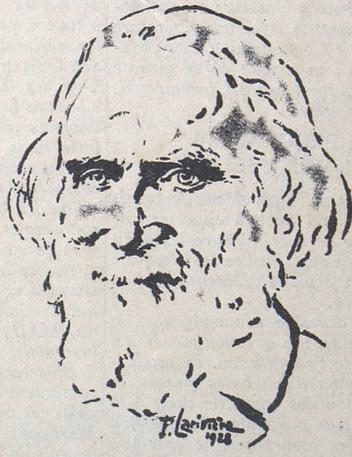
Par les faits insurrectionnels, écrit-il, les anarchistes cherchent à réveiller dans le peuple le sentiment et l'initiative populaires au double point de vue de l'expropriation violente de la propriété et de la désorganisation de l'Etat ».

L'Etat est l'ennemi public et privé numéro un des anarchistes.

Dans « Idée générale de la Révolution », Proudhon écrit :

« Etre gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, éprouvé, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, stimulé, apprécié, censuré, commandé par des êtres qui n'ont ni la science, ni la vertu.

« Etre gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, redressé, réformé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concessionné, pressuré, mystifié, volé ; puis à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, horripilé, assommé, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, triché ; et pour comble, joué, berné, outragé, calomnié, déshonoré. Voilà le gouvernement ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ! »



ELISEE RECLUS
PAR PIERRE LARIVIERE

On le voit, les anarchistes s'accommodent mal des solutions moyennes. Leur idéal, leur esprit de révolte, leur désir de justice et d'équité, leur passion de la liberté, leur esprit critique, leur individualisme conséquent (même chez les plus collectivistes d'entre eux), leur orthodoxie socialiste aboutissent au conflit Marx-Bakounine, qui devait provoquer la scission de la première Internationale. Pour se différencier des socialistes autoritaires et réformistes, partisans de l'action parlementaire et de la dictature du prolétariat, les socialistes antiautoritaires, préconisant le fédéralisme libertaire, l'abstention aux élections et la propagande par le fait, s'intitulent anarchistes.

En France, c'est Louise Michel, la Vierge Rouge, éclairée par l'expérience de la Commune de Paris, qui adhère à l'anarchisme.

En Espagne, 1873 marque, lors de la première république, une recrudescence du mouvement libertaire.

On compte encore parmi les pionniers Elisée Reclus, l'illustre géographe condamné et exilé après la Commune, qui déclarait :

« Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice.

« Nous sommes anarchistes n'ayant personne pour maître et ne voulant être les maîtres de personne.

« Il n'y a de morale que dans la liberté ».

LEO CAMPION.

(A suivre.)

